

Nous vous servons mieux car nous vous écoutons.

UN MEILLEUR CHOIX POUR UN SERVICE DE MEILLEURE QUALITÉ

UN MEILLEUR CHOIX POUR UNE AFRIQUE MEILLEURE

EN SAVOIR PLUS

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

PROGRAMME
CHOOSE AFRICA

La France injectera près de 20 milliards FCFA dans l'économie togolaise en 2025



Le Togo bénéficiera d'un soutien financier significatif dans le cadre du programme Choose Africa, initié par la France via l'Agence Française de Développement (AFD). Ce financement, d'un montant de 30 millions d'euros, soit environ 20 milliards FCFA, sera débloqué dès le premier semestre de 2025, en faveur des petites et...

Page 3

3ÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT DE LA CEDEAO

Adoption du budget pour la période 2025-2027 **P.4**



UMOA-TITRES

Le Togo lève 10,5 milliards FCFA **P.2**



INVESTISSEMENT

Le Gabon renforce son leadership en Afrique dans l'attractivité des zones économiques spéciales **P.6**



OTR
HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES PARCS DE VEHICULES D'OCCASION

Lundi à vendredi : 07h30 à 17h30
Samedi : 08h00 à 16h00

A L'ARRIÈRE DE LA BOX

SMS CANALBOX-TG

RETROUVEZ LA NOUVELLE RÉFÉRENCE DE VOTRE BOX POUR VOUS RÉABONNER ET INTRODUIRE VOS REQUÊTES COMMERCIALES

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA

Umoa-Titres

Le Togo lève 10,5 milliards FCFA

Dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Togo en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette, Umoa-titre-en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le lundi 30 septembre 2024, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Togo, l'émission Simultanée de Bons et d'Obligations Assimilables du Trésor respectivement à cent quatre-vingt-deux (182) jours, trois cent soixante-quatre (364) jours, trois (3) ans.

Yves ATCHANOUVI

L'objectif visé par cette nouvelle sortie du Togo le lundi 30 septembre 2024 sur le marché financier de régional est de lever 15 milliards de Fcfa via des OAT et des BAT.

A l'occasion de l'adjudication des Bons du Trésor

(BAT) et des Obligations Assimilables du Trésor (OAT) ce lundi, Le trésor du Togo lève 18,535 milliards de FCFA pour 15 milliards recherchés soit un taux de couverture de 123%, tout en ne conservant que 10,505 milliards FCFA.

Cette opération, comme les précédentes, s'inscrit dans le cadre de l'exécution du

programme d'émission de titres publics du Togo.

Elle est en conformité avec la stratégie de gestion de la dette à moyen et long terme, mise en place par le gouvernement togolais pour assurer une gestion prudente et durable de ses finances publiques

Le niveau de réponse indique un excédent de de-



mande notable et met en évidence l'appétit des investisseurs pour les titres émis par le Togo.

Cette forte demande pour les BAT et OAT togolais est un indicateur clé de la

perception positive que le marché a des perspectives économiques du Togo que relèvent ce mois de septembre les agences de notation S&P et Moody's.

Mois de consommer local 2024

Les produits locaux à l'honneur

En prélude au « Mois du consommer local 2024 », le ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Kayi Mivedor-Sambiani, a invité le lundi 30 septembre 2024, la population togolaise à privilégier les produits locaux.

Patience SALLAH

Au Togo, pour la cinquième année consécutive, le gouvernement togolais organise du 1er au 31 octobre le « Mois du consommer local », occasion de faire la promotion des produits locaux et d'inciter plus la population à consommer les produits togolais.

Cette année, le thème choisit s'intitule « Développement du tissu industriel pour une consommation locale dynamique et durable : enjeux et défis ».

A en croire Rose Kayi Mivedor-Sambiani, le consommer local, est une déclaration d'engagement envers le producteur, le PME PMI, l'économie du pays, la jeunesse et la préservation de l'environnement, de la santé publique, de la culture togolaise. C'est également

un acte qui est important de création de richesses et d'emplois pour le pays.

« Donc, j'invite tout un chacun à passer du statut de consommateur, de consommer acteur », a-t-elle déclaré.

Parlant de l'état des lieux des quatre éditions précédentes, la ministre a mis l'accent sur les actions du gouvernement en matière de promotion de la consommation locale, précisant que pour le chef de l'État, c'est un des piliers de la politique de développement économique du pays, donc la consommation locale fait partie des leviers sur lesquels a été bâti un des axes de développement économique.

« Ces quatre précédentes éditions nous ont permis de voir également quels étaient les défis sur lesquels nous devons travailler pour



pouvoir accompagner cette vision du chef de l'État », a dit Mme Mivedor-Sambiani. Pour elle, les défis sont notamment en termes de disponibilités même de la matière première, le développement du secteur agricole, la qualité, aux emballages et le renforcement des capacités des différents acteurs. « C'est qu'on souhaite que nos entreprises locales puissent grandir et qu'on puisse avoir de la production de richesses et des créations d'emplois d'année en année », a souhaité la ministre.

Concernant le thème, la ministre a souligné que le

choix a été justifié d'une part par le fait qu'aujourd'hui le commerce mondial a été marqué par un certain nombre de ruptures pendant la crise sanitaire de covid-19. « Nous avons tous vu les ruptures des chaînes d'approvisionnement et ça nous a permis de voir toute la quintessence de la production et la consommation locales », a-t-elle relevé.

Pour Mme Mivedor-Sambiani, toutes ces situations assez préoccupantes repercutent sur le coup des transports et le coût des marchandises qui sont importés. « Donc tous ces élé-

ments nous amènent à nous à repenser notre stratégie. Un tissu industriel fort et dynamique dans notre pays nous permettra de pouvoir dresser ce besoin de production et de consommation locale », a-t-elle dit.

Pour le compte de cette 5ème édition, la cérémonie de lancement se tiendra le 10 octobre prochain à Kpalimé.

Prévu du 1er au 31 octobre, l'évènement sera marqué par des conférences et panels sur le thème retenu, des expositions et ventes des produits « Made in Togo », des visites d'entreprises et des campagnes médiatiques sur les biens et services locaux. Ce sera l'occasion pour les parties prenantes de dresser le bilan des éditions antérieures, de définir de nouvelles stratégies visant à renforcer la compétitivité des entreprises togolaises pour une consommation locale plus dynamique, créatrice de richesses et d'emplois pour les jeunes.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan
derrière l'école cour lumière

Té: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Anissatou AFFO

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Programme Choose Africa

La France injectera près de 20 milliards FCFA dans l'économie togolaise en 2025

Le Togo bénéficiera d'un soutien financier significatif dans le cadre du programme Choose Africa, initié par la France via l'Agence Française de Développement (AFD). Ce financement, d'un montant de 30 millions d'euros, soit environ 20 milliards FCFA, sera débloqué dès le premier semestre de 2025, en faveur des petites et moyennes entreprises togolaises. L'annonce a été faite par Papa Amoudou Sarr, Directeur exécutif de l'AFD, lors d'une rencontre avec la cheffe du gouvernement togolais, Victoire Dogbé, le vendredi 27 septembre 2024 à Lomé.

Joël JAY

Le soutien financier s'adresse aux start-ups, très petites et moyennes entreprises (TPME) du Togo, avec un accent particulier sur celles dirigées par des jeunes et des femmes. Les secteurs prioritaires identifiés incluent l'agriculture, l'élevage, la pêche, le transport, ainsi que l'artisanat. L'objectif est de stimuler l'entrepreneuriat local et d'accompagner la croissance

des entreprises évoluant dans ces domaines clés pour l'économie togolaise. En amont de cette enveloppe globale, l'AFD prévoit un premier décaissement de 4 millions d'euros, soit environ 2,5 milliards FCFA, destiné à soutenir l'Agence de Développement des Très Petites et Moyennes Entreprises (ADTPME). Cette structure togolaise a pour mission de centraliser et coordonner les initiatives visant à appuyer les PME du pays. Ce financement initial

servira à lancer les discussions techniques en vue de la libération totale des 30 millions d'euros, a expliqué Augustin Favereau, Ambassadeur de France au Togo. Le programme Choose Africa, actuellement dans sa deuxième phase, se déroule en partenariat avec la Banque Africaine de Développement (BAD). Son objectif est de soutenir le secteur informel et les PME africaines jusqu'en 2027, à travers des facilités de crédit, mais également des



programmes de formation en ligne, afin de renforcer les capacités des entrepreneurs. Cette initiative vient renforcer les liens économiques entre la France et le Togo, tout en offrant de nouvelles perspectives de développement pour les entrepreneurs togolais. Le

financement prévu s'inscrit dans une dynamique de soutien à la croissance économique, en particulier dans un contexte où les PME jouent un rôle clé dans la création d'emplois et le développement du secteur privé.

Projet « Faim Zéro » au Togo

La diffusion des protocoles de certification des semences lancée

Dans son plan de faire de l'agriculture un pilier de l'économie nationale, le Gouvernement Togolais a mis en place un Plan stratégique Togo 2025 qui met un accent particulier sur le secteur agricole dont le développement est induit entre autres, par l'amélioration de la productivité et des rendements agricoles à travers la disponibilité de semences de meilleure qualité pour assurer une sécurité alimentaire durable à toute la population.

Anissatou AFFO

Pour traduire dans les faits cette volonté politique, le gouvernement et ses partenaires ont accompagné la mise en place du manuel de contrôle de qualité et certification des semences de plantes à racines et tubercules. Afin de faciliter la maîtrise et l'appropriation du contenu de ce document, il s'est tenu hier lundi 30 Septembre 2024 au ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural, un atelier de lancement de la diffusion des protocoles de certifications

des semences de manioc, de patate douce et d'igname. Cet atelier a pour objectif de former les inspecteurs de semences, les organisations agricoles de femmes et de jeunes sur le contenu du manuel de contrôle de qualité et certification des semences de plantes à racines et tubercules non seulement pour son appropriation, mais surtout pour sa large diffusion. Inscrit dans la feuille de route gouvernementale Togo 2025, cette activité qui a rassemblé environ 50 participants à Lomé contribue au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

durable ainsi qu'à la génération de revenus dans la perspective de réduire la faim à zéro. Dans son mot de circonstance, Le directeur des semences agricoles et plants, Monsieur DJOBO Solizama a remercié tous les participants ainsi que les partenaires pour l'intérêt accordé à l'évènement. Il s'est ensuite réjoui du fait que le sous-secteur des semences au Togo soit en train de renforcer durablement son dispositif de contrôle de qualité et de certification des semences avec un élargissement vers les plants ou matériel de plantation.

Quant au Directeur des filières végétales Monsieur KPADENOU Anani Kodjogan, représentant le Secrétaire Général du ministère de l'agriculture, il a souhaité dans son discours d'ouverture, une cordiale bienvenue à toute l'assistance. Selon lui, la mobilisation de tous les acteurs montre à suffisance l'importance accordée à la question des semences et plants pour une agriculture productive à haute valeur ajoutée. Cette nouvelle dynamique est traduite par un fort désir d'améliorer l'accès des agriculteurs aux intrants de qualité notamment les semences et plants de variétés performantes. En tant que produits du premier maillon de la production agricole, les semences et plants doivent être produits conformément aux règlements techniques qui sont spécifiques à chaque culture. C'est dans cette dynamique que la direction des semences agri-

coles et plants (DSP) a, en collaboration avec l'institut international d'agriculture tropicale (IITA), former les inspecteurs semenciers, les femmes et les jeunes sur le manuel de contrôle de qualité et de certification des semences de plantes à racines et à tubercules afin de contribuer efficacement à la mise à l'échelle de l'utilisation du matériel végétal de qualité. Il faut préciser que le ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural a réalisé cette activité avec l'appui de l'institut international d'agriculture tropicale (IITA) à travers les technologies pour la transformation de l'agriculture africaine (TAAT), dans le cadre du projet Faim Zéro financé par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

A vendre

A la Caisse

- Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salomoderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier
- Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

- Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

- Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une paillote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;

- Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global
- Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

3ème session extraordinaire du parlement de la CEDEAO

Adoption du budget pour la période 2025-2027

Présidée par Mémounatou Ibrahima, les parlementaires de la 6ème législature de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis le 30 septembre et le 1er octobre 2024 en séance plénière pour examiner et adopter les projets de rapports issus de diverses commissions. Cette plénière s'inscrit dans le cadre de la 3ème session extraordinaire du parlement de la CEDEAO 2024, qui se concentre particulièrement sur l'adoption du budget pour la période 2025-2027.

Anissatou AFFO

Parmi les points à l'ordre du jour, l'examen et l'adoption des rapports et projets de rapport. Le rapport de la Commission administration, finance et budget sur l'avant-projet du budget du parlement de la CEDEAO au titre de 2025, a suscité des débats constructifs. Les parlementaires ont examiné attentivement les priorités budgétaires afin de garantir une utilisation optimale des ressources pour le développement économique et social de la région. Le budget du parlement approuvé au titre de l'exercice 2024 est équilibré en recettes et en dépenses à la somme de 23 215 994 Unité de compte (UC). Cependant, au 30 juin 2024, les taux d'exécution étaient de 8 875 076 UC, soit 37% des recettes, et de 6 243 562



UC, soit 27% des dépenses. L'avant-projet de budget, pour l'exercice 2025, qui s'élève à 23 371 350 UC, marque une hausse symbolique de 0,67% par rapport à l'exercice précédent s'élève à 23 215 994 UC. Ce léger ajustement témoigne de la volonté de maintenir la stabilité tout en tenant compte des nouvelles priorités institutionnelles, notamment le renforcement de la diplomatie parlementaire, indispensable dans un contexte marqué par les crises politiques au sein de la CEDEAO.

Les résultats de cette réunion pourraient avoir un impact significatif sur les politiques et les projets futurs de la CEDEAO, marquant une étape importante dans l'engagement des États membres envers une coopération régionale renforcée et efficace. À l'issue de l'examen des rapports, la Commission administration, finances et budget a formulé plusieurs recommandations à l'attention du bureau du Parlement. Le secrétaire général doit mettre en place les bureaux de liaison restants dans

tous les États membres, justifiant par le fait que les dotations destinées à la mise en place de ces bureaux sont inscrites dans le budget approuvé au titre de l'exercice 2024 ; mettre en place une structure qui aidera à la mobilisation des ressources, compte tenu de la diminution des produits du prélèvement communautaire, qui constitue la pierre angulaire du financement des institutions de la CEDEAO.

Lors de cette session plénière, le budget a notamment retenu l'attention. Le vice-président de la Commission administration, finances et budget, Ibrahima Baba Sall a indiqué que le budget a été vu à la hausse avec près de 6% pour tenir compte d'abord de la diplomatie parlementaire et de la sensibilisation. Ce dernier est important et répond aux préoccupations de l'heure. « Vous savez que notre région est en proie à une situation inédite où nous avons eu 3 pays de la communauté qui ont quitté. Et donc, nous avons pensé que les parlementaires qui sont les mandataires des populations de la com-

munauté doivent jouer un rôle important d'information, de communication, de sensibilisation en vue de permettre aux populations d'être ensemble. C'est l'objectif de la CEDEAO », a dit Baba Sall.

A part l'adoption du budget, la plénière a aussi adopté d'autres projets clés tels que : le projet de rapport de la 1ère session ordinaire du Parlement de la CEDEAO pour l'année 2024 ; de la Commission administration, finances et budget sur l'exécution du budget du Parlement de la CEDEAO au titre de l'exercice 2023 et à mi-parcours de l'exercice 2024 ainsi que les rapports des réunions délocalisées des Commissions mixtes du Parlement de la CEDEAO tenues en 2024.

Cette plénière est un moment déterminant pour le parlement de la CEDEAO, où la collaboration et la responsabilité financière sont mises en avant pour répondre aux attentes des populations ouest-africaines et garantir un avenir prospère et durable pour la région.

UEMOA

La dette publique atteint 75.703,4 milliards FCFA à fin juin 2024

L'encours de la dette publique totale des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) continue sa progression, atteignant 75.703,4 milliards de FCFA à la fin du mois de juin 2024. Cette augmentation représente une hausse de 1.746,9 milliards de FCFA, soit 2,4 %, par rapport au premier trimestre de la même année. Ces chiffres ont été révélés dans la dernière note de conjoncture de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), publiée en septembre 2024.

Joël JAY

L'augmentation de la dette publique de l'Union s'explique en grande partie par les ressources d'emprunts mobilisées pour financer les déficits budgétaires des États membres. En effet, les pays de l'UEMOA ont bénéficié d'importants appuis finan-

ciers de la part de leurs partenaires extérieurs au cours du premier semestre 2024. Parmi ces appuis, la Banque Mondiale a contribué à hauteur de 753,3 milliards de FCFA, la Commission Européenne à 153,3 milliards, et la Banque Africaine de Développement (BAD) à 74,7 milliards. En parallèle, quatre pays de

l'Union – le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo – ont reçu un soutien financier du Fonds Monétaire International (FMI) d'un montant global de 414,5 milliards de FCFA. Le Burkina Faso, la Guinée-Bissau et le Togo ont bénéficié respectivement de 19,4 milliards, 4,9 milliards et 41,3 milliards via

la Facilité Élargie de Crédit (FEC). De son côté, la Côte d'Ivoire a reçu un appui total de 348,9 milliards de FCFA, principalement dans le cadre du Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC), de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) et de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD).

En plus de ces appuis extérieurs, trois États membres – le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal – sont intervenus sur les marchés financiers internationaux pour lever des fonds par le biais d'émissions d'eurobonds. Ces opérations ont permis à la Côte d'Ivoire de mobiliser

1.576,7 milliards de FCFA en janvier 2024, au Bénin de lever 442,1 milliards en février, et au Sénégal de rassembler 414,7 milliards en juin 2024.

Avec un encours de dette qui s'élève désormais à 75.703,4 milliards de FCFA, l'UEMOA continue de compter sur la mobilisation de ressources extérieures et les marchés financiers internationaux pour financer ses déficits budgétaires et soutenir ses programmes de développement. Toutefois, cette croissance de la dette publique soulève des questions sur la soutenabilité à long terme, d'autant plus que les défis économiques restent nombreux dans la région.

L'Information continue sur:
www.ecoetfinance.com

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 1 octobre 2024

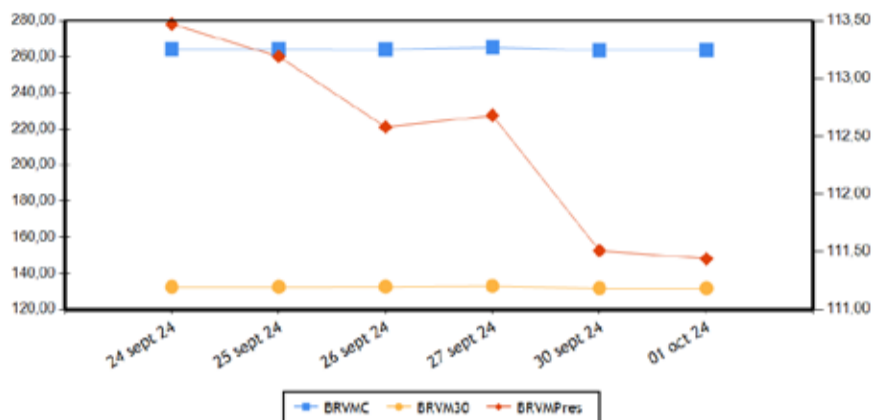
N° 187

BRVM COMPOSITE	263,73
Variation Jour	0,01 %
Variation annuelle	23,15 %

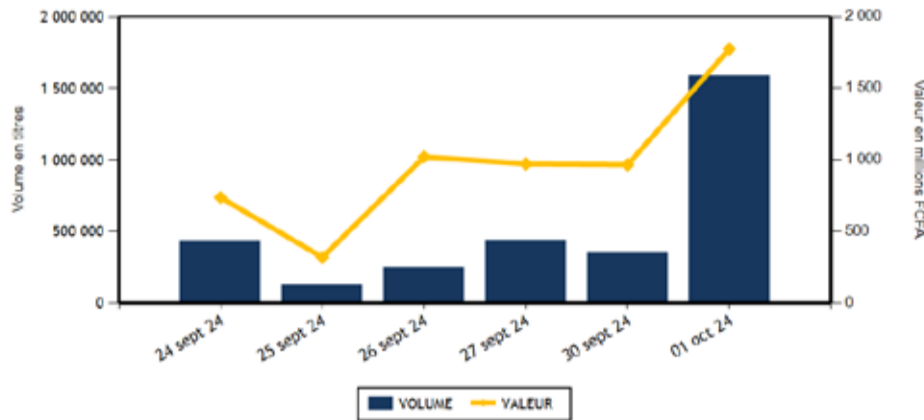
BRVM 30	131,71
Variation Jour	-0,05 %
Variation annuelle	22,12 %

BRVM PRESTIGE	111,44
Variation Jour	-0,06 %
Variation annuelle	9,83 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 572 885 124 749	0,01 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 547 375	414,51 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 472 962 679	229,13 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	16	6,67 %
Nombre de titres en baisse	12	-14,29 %
Nombre de titres inchangés	15	7,14 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 465 397 843 382	-0,24 %
Volume échangé	39 215	-27,31 %
Valeur transigée (FCFA)	302 350 780	-41,82 %
Nombre de titres transigés	5	-37,50 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	3	
Nombre de titres inchangés	2	-60,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	11 795	7,47 %	35,57 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	6,25 %	-10,53 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 275	5,81 %	19,74 %
SITAB CI (STBC)	7 445	4,86 %	25,23 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 395	4,59 %	33,06 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	955	-6,37 %	-13,96 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 800	-4,51 %	-31,82 %
SODE CI (SDCC)	5 500	-3,85 %	15,30 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	650	-2,99 %	-22,62 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 300	-1,92 %	-8,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	111,44	-0,06 %	9,83 %	62 734	1 103 597 920	8,25
BRVM-PRINCIPAL	36	130,97	0,06 %	25,98 %	1 484 641	369 364 759	12,39

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	118,62	2,67 %	17,41 %	11 578	78 466 695	18,31
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	711,34	-0,73 %	33,84 %	60 169	1 072 772 430	10,03
BRVM - FINANCES	15	99,66	0,54 %	15,32 %	1 378 776	205 082 919	5,77
BRVM - TRANSPORT	2	364,38	0,33 %	10,10 %	2 851	4 150 500	4,73
BRVM - AGRICULTURE	5	172,61	-0,14 %	6,84 %	12 652	34 865 675	12,11
BRVM - DISTRIBUTION	7	339,61	0,62 %	3,47 %	81 287	77 581 060	42,24
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	863,72	0,00 %	-22,22 %	62	43 400	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,38
Taux de rendement moyen du marché	8,96
Taux de rentabilité moyen du marché	11,21
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	153
Volume moyen annuel par séance	404 877,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 164 065 123,38

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	44,12
Ratio moyen de satisfaction	66,65
Ratio moyen de tendance	151,07
Ratio moyen de couverture	66,19
Taux de rotation moyen du marché	0,14
Prime de risque du marché	3,88
Nombre de SGI participantes	32

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Investissement

Le Gabon renforce son leadership en Afrique dans l'attractivité des zones économiques spéciales

Le Gabon, à travers la Zone d'investissement spéciale (ZIS) de Nkok, affirme son rôle de leader continental dans le développement des zones économiques spéciales. En participant à la récente rencontre initiée par l'Organisation mondiale des zones franches à Dubaï, le pays, représenté par Serge Samy Biveghe, avait un but précis : consolider ses partenariats et attirer de nouveaux investissements en vue de favoriser une croissance durable.

Le Gabon continue de renforcer sa position de leader en Afrique en matière de zones économiques spéciales (ZES), notamment grâce à la participation active de la Zone d'investissement spéciale (ZIS) de Nkok à des événements internationaux majeurs. Du 23 au 25 septembre 2024, l'Autorité administrative de la ZIS de Nkok, représentée par Serge Samy Biveghe, a pris part au 10e Congrès mondial de l'Organisation mondiale des zones franches (WFZO) à Dubaï. Le thème central de cette édition était : « Les zones et

les structures économiques mondiales changeantes – débloquer de nouvelles pistes d'investissement ». Cet événement a réuni des experts et des représentants de haut niveau pour échanger sur l'avenir des zones franches, tout en mettant en lumière leur rôle crucial dans le développement du commerce, la croissance économique numérique, et la promotion de partenariats transfrontaliers pour un développement durable.

La participation de la délégation gabonaise s'inscrivait dans une stratégie visant à renforcer l'attrac-

tivité du Gabon en matière de développement de ZES, mais aussi à consolider ses relations avec les pays membres de l'Organisation mondiale des zones franches. Pour Serge Samy Biveghe, il s'agit de démontrer que le Gabon, grâce à des infrastructures comme la ZIS de Nkok, est un acteur clé en Afrique dans la promotion des zones franches et un hub d'investissements potentiels. L'Organisation mondiale des zones franches (World FZO), organisation à but non lucratif, est une plateforme qui représente et défend les intérêts de plus de



2 260 zones franches dans 168 pays et territoires. Elle a pour mission de promouvoir l'impact positif de ces zones sur la prospérité économique mondiale en offrant des conseils, des connaissances et des services à ses membres. Le congrès de Dubaï a donc offert au Gabon une oppor-

tunité stratégique de renforcer ses capacités et de s'imposer comme un modèle en Afrique en matière d'attractivité des investissements dans les zones économiques spéciales, contribuant ainsi au développement économique et social du pays. Gabonreview.com

Invest In Sud-Comoé

Plus de 1 000 milliards FCFA d'intentions d'investissement captées

La région du Sud-Comoé a rassemblé, du vendredi 27 au dimanche 29 septembre, des opérateurs économiques, institutionnels, délégations étrangères et entrepreneurs locaux pour promouvoir et découvrir les vastes potentialités de la région. Lors de ce forum, un montant total de 1 067 milliards FCFA d'intentions d'investissement a été capté pour des projets, notamment dans le secteur du Commerce, des infrastructures et logistique, du tourisme éco-responsable, de l'agro-industrie, de l'assainissement urbain et de la gestion des ressources naturelles.

L'initiative «Invest In», portée par le CEPICI, dans le cadre de son programme d'appui aux régions répondant aux piliers III et V du Plan National de Développement 2021-2025, qui mettent l'accent sur le développement du secteur privé et sur un développement équilibré dans l'ensemble des régions de la Côte d'Ivoire, vise à attirer des investisseurs du monde entier, comme en témoigne la présence de nombreux opérateurs venus de la République du Congo, la République Démocratique du Congo, la Chine, la Corée du Sud, la France, le Mali, Maroc, les États-Unis, la Tunisie, le Yémen et la Diaspora Ivoirienne. «Dans le cadre de la mobilisation des in-

vestissements privés en Côte d'Ivoire, nous avons décidé de sortir d'Abidjan pour amener les investisseurs dans les régions, là où se trouvent les opportunités», a déclaré Madame Solange Amichia, Directrice Générale du CEPICI.

Présidant la cérémonie d'ouverture du forum, le Premier ministre, Son Excellence Monsieur Robert Beugré Mambé, Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, a souligné que le climat des affaires ivoirien a beaucoup évolué depuis 2011. « Nous disposons d'un code des investissements et de codes sectoriels rassurants et très attractifs. Plusieurs guichets spécialisés, que ce

soit pour les formalités des entreprises, le foncier ou le commerce extérieur, ont été mis en place pour simplifier et fluidifier les démarches administratives. « Le chef du gouvernement a également encouragé les entreprises à investir dans le Sud-Comoé pour en faire un pôle majeur de développement du pays.

Le forum «Invest In Sud-Comoé» vise également à promouvoir la main-d'œuvre locale et les entreprises ivoiriennes. À cet effet, le président du conseil régional, Dr Aka Aouélé, a appelé les populations de la région à s'impliquer activement pour le développement afin de contribuer à la consolidation de la richesse du territoire et en faire une ré-



gion attractive et prospère. Ce forum d'affaire a aussi été l'occasion de valoriser la main-d'œuvre locale avec une foire d'exposition organisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire. A ce titre, S.E.M. Robert BEUGRE MAMBE, Haut-Patron du Forum a procédé à la coupure du ruban marquant l'ouverture de la foire d'exposition. Les officiels ont visité les stands d'exposants et sponsors qui ont présenté leur savoir-faire. De plus, pour soutenir l'entre-

preneuriat local, l'agence Côte d'Ivoire PME a organisé un recrutement de 100 startups dont les meilleurs devront bénéficier d'un accompagnement.

Après le Sud-Comoé, le CEPICI prévoit d'organiser d'autres forums d'affaire «INVEST In» notamment un en décembre dans la région de la Bagoué, avant de se tourner en 2025, vers les régions du Zanzan, du Bas-Sassandra et du Tonkpi.

Sikafinance.com

Togo – Kids tech summer camps

Une initiative qui façonne les leaders technologiques de demain

(Société Civile Médias) – Orienter les enfants, dès le bas âge, vers les professions d'avenir notamment celles liées à la science, à la technologie, aux innovations et à l'intelligence artificielle, telle est l'ambition du cabinet d'ingénierie TIL (Technology Innovation Leader). Une ambition qui se traduit dans les faits depuis 2022 par les « Kids tech summer camp », une formation organisée pendant les vacances à l'intention de plusieurs centaines d'enfants aussi bien à Lomé qu'à l'intérieur du pays. De 200 enfants formés l'année passée, le nombre est passé à plus de 350 cette année.

Les disciplines liées à la science, à la technologie, aux innovations et à l'intelligence artificielle sont des formations essentielles au progrès et au développement économique de nos sociétés. C'est d'ailleurs grâce à ses disciplines qu'elle promeut et encourage depuis des décennies qu'un pays comme la Chine a émergé et pris de l'avance sur beaucoup d'autres pays dans le monde.

Mais contrairement à la Chine, les pays africains sont encore à la traîne en ce qui concerne l'importance à accorder à ses disciplines. Ceci, alors que l'expérience a montré que la culture technique est l'une des compétences clés à acquérir pour être compétitif sur le nouveau marché du travail. D'ailleurs, à l'avenir, les emplois liés aux sciences et technologies devraient être encore plus demandés.

Au Togo, le Cabinet TIL l'a compris. Dans le cadre de son projet « Kids in tech », cette structure organise depuis 2022 les « Kids tech summer camp » une formation sur les métiers de la technologie à l'endroit des enfants des cours primaire et secondaire. L'idée est de saisir l'occasion des vacances pour les familiariser avec les métiers des sciences, technologie et ingénierie afin de mieux les préparer au monde de de-

main.

Une initiative qui a pris de l'ampleur

D'une vingtaine d'enfants formés essentiellement à Lomé lors de la première édition des « Kids tech summer camp » en 2022, l'initiative a pris de l'ampleur et s'est étendue à plusieurs centaines d'autres aussi bien dans la capitale qu'à l'intérieur du pays. En 2023, ils étaient environ 200 enfants à bénéficier de cette formation. Outre la vague de Lomé, composée de 32 enfants, le Cabinet d'ingénierie TIL, grâce à sa collaboration avec l'ONG Compassion, a formé 72 autres enfants dans le Haho, 42 dans l'Agou et 39 dans le Kloto, sans compter les enfants formés individuellement sur demande de leurs parents.

En raison de ce qu'elle apporte aux enfants, l'initiative est de plus en plus appréciée. Cette année, le nombre de participants a encore augmenté. Ils sont 45 enfants à avoir été formés à Lomé et environ 250 à l'intérieur du pays. Actuellement, 20 autres enfants sont en formation en robotique à Wahala, dans la préfecture de Haho.

« La robotique et l'intelligence artificielle sont des domaines clés et des domaines du futur. Alors nous

nous sommes lancés très tôt pour que les enfants puissent s'y lancer. D'ici peu, ils seront de véritables atouts pour l'évolution de notre société », se réjouit Magnim PADABOH, responsable du cabinet d'ingénierie TIL.

Les enfants ont encore émerveillé cette année

Chaque année avec ses innovations ! Et en la matière, il y a de quoi saluer le génie des enfants formés à Lomé par TIL durant ces vacances 2024. Le samedi 7 septembre, ils ont présenté, comme à l'accoutumée, leurs réalisations au cours d'une cérémonie qui a regroupé leurs parents et proches.

Le distributeur automatique d'eau pour le lavage des mains constitue un des dispositifs très intéressants conçus par ses enfants. Ayant constaté que dans plusieurs établissements scolaires et lieux de travail, la même eau dans une même bassine est utilisée par plusieurs personnes pour se laver les mains avant de manger lors des récréations, les concepteurs ont mis en place ce dispositif pour permettre à chacun de se laver les mains individuellement afin d'éviter les maladies. Le dispositif se déclenche automatiquement lors-

qu'on met les mains sous le robinet, faisant sortir de l'eau. Il s'arrête une fois que la personne les retire après les avoir lavées.

Autre réalisation qui a attiré l'attention, le système de gestion d'ouverture de portes dans un service ouvert au public et la gestion de l'énergie électrique afin de favoriser la réduction de la consommation électrique et la gestion du temps.

Les enfants ont également pensé à la gestion d'un parking en concevant un dispositif d'ouverture automatique de la barrière des entrées et sorties. Grâce à cette réalisation, on n'a plus forcément besoin d'une personne pour soulever la barrière ou enclencher son ouverture lorsqu'un véhicule veut faire son entrée dans un parking.

Autre présentation et pas des moindres, le système d'irrigation automatique. Ce système est équipé d'un capteur d'humidité qu'on enfonce dans le sol. Lorsque le sol a besoin d'eau, les pompes ou vannes à eau s'ouvrent automatiquement pour faire couler de l'eau pour les plantes ou le jardin. Et lorsque le sol est suffisamment mouillé, le capteur envoie un signal pour fermer automatiquement les pompes et les vannes à eau.

En matière de robotique, les enfants ont conçu un robot intelligent capable de suivre une ligne droite sans faille ainsi qu'un robot qui évite les obstacles. Les véhicules sans chauffeur qu'on retrouve sur le marché de nos jours constituent la forme développée de ces réalisations.

« Nous sommes très émer-

veillés par ce que les enfants ont présenté dans la mesure où l'idée est venue d'eux. Nous nous sommes contentés juste de les mettre sur la voie afin qu'ils puissent tirer en eux-mêmes leurs réalisations », se réjouit le responsable du cabinet d'ingénierie TIL.

« L'utilité sociale des différentes réalisations présentées par les enfants n'est plus à démontrer. Il y a lieu de soutenir cette initiative pour permettre de fabriquer des prototypes de ces objets à une plus grande échelle afin qu'ils soient utiles là où ils peuvent l'être », propose un parent.

Parlant justement de soutien, Magnim PADABOH en appelle à l'appui des bonnes volontés pour élargir ses formations à un nombre d'enfants encore plus grand.

« Nous avons beaucoup de demandes. Et l'objectif est de créer une grande école de technologie et d'innovation. Mais sans des moyens financiers ne n'y parviendrons pas. Il nous faut des moyens pour créer un grand centre qui nous permette d'accomplir ce que nous voyons à l'extérieur », conclut-il.

Les « Kids tech summer camps » incarnent une vision ambitieuse pour l'avenir technologique du Togo. En offrant aux jeunes une formation pratique et inspirante dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'intelligence artificielle, cette initiative s'impose comme un catalyseur essentiel pour développer les talents de demain et favoriser l'émergence de futurs leaders technologiques.

superamco
Les courses faciles

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À BOIRE AVEC MODÉRATION.



BB L'ÉTOILE S.A.
LE LABEL QUALITÉ

www.bblogo.com

*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀

